



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 25 novembre 2021
(Convocation du 17 novembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-cinq novembre deux mille vingt et un à 10h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Étaient présents en visioconférence :

Madame et Messieurs Dominique Degos, Paul Carrère, Charles Pelanne, Bernard Pouban, Gérard Castet

Étaient excusés :

Madame et Messieurs Céline Salles, Bernard Verdier, Thierry Carrère

Secrétaire de séance :

Madame Dominique Degos

OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Convention d'animation d'un dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)

Exposé des motifs :

Par décision en date du 29 septembre dernier, le comité syndical a validé le principe d'un portage par l'EPTB de l'expérimentation du dispositif « Mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, à la demande de l'État et pour son compte.

Conformément à ses règles statutaires de répartition des charges, le Département des Landes financera le reste à charge à hauteur de 20%, dans la mesure où l'État finance à hauteur de 80% les charges d'animation.

Il est donc proposé d'établir un conventionnement tripartite EPTB, État et Département pour préciser les rôles et interventions de chacun dans la conduite de ce projet.

Comme indiqué dans le projet tel qu'annexé, les termes de la convention précisent notamment le périmètre du projet, ses objectifs, le détail des missions d'animation, les engagements de cosignataires, les moyens mis en œuvre, le calendrier prévisionnel et les modalités de financement.

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu la délibération de principe d'engagement de l'EPTB pour le portage et l'animation du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » en date du 29 septembre 2021,

Considérant le courrier en date du 21 septembre 2021 par lequel la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération,

Considérant les statuts en vigueur de l'EPTB tels qu'approuvés par arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2021, et notamment l'article 10.2,



LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 25 novembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



**PRÉFÈTE
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 25/11/2021

Reçu en préfecture le 25/11/2021



ID : 040-254002264-20211125-B26_2021-DE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**Département
des Landes**

CONVENTION

Animation d'un dispositif expérimental
« Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI)



Entre :

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° B26/2021 en date du 25 novembre 2021,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

L'État, représenté par Madame Cécile Bigot-Dekeyzer, préfète des Landes, préfète pilote de la démarche,

ci-après dénommé : l'**État**

Et :

Le Département des Landes, domicilié au 23 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Xavier Fortinon, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° DM2-2021-n° E2 en date du 19 novembre 2021,

ci-après dénommée : le **Département**

L'État et le Département sont ci-après désignés conjointement par **financeurs**.

L'EPTB, l'État et le Département sont ci-après désignés individuellement par **partie** et conjointement par **parties**.





Préambule

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » ou MIRAPI, sur le fondement de l'article 37-1 de la Constitution. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'image de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (programme d'actions de prévention des inondations).

Le retour d'expérience des PAPI, à l'échelle nationale, a montré dans bien des cas que, malgré les financements incitatifs à la réalisation des travaux (80% d'aide publique), ceux-ci ne sont que trop peu souvent réalisés.

La mesure est financée tant en investissement qu'en ingénierie par le fonds de prévention des risques naturels majeurs à hauteur minimale de 80%.

En sus des vallées de la Roya, la Tinée et la Vésubie dans les Alpes-Maritimes, et sur proposition de la DDTM des Landes, le département des Landes vient d'être désigné comme territoire test pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des 49 communes landaises listées dans l'arrêté ministériel du 27 septembre 2021 intégrant les communes faisant l'objet d'un arrêté portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle depuis moins d'un an à compter du 27 septembre 2021 à la suite des inondations survenues entre le 9 mai 2020 et le 10 février 2021.

Ces territoires ne sont pas tous situés sur le bassin de l'Adour, périmètre de l'EPTB. Toutefois, à l'exception de la communauté de communes de Mimizan, tous les EPCI-FP concernés sont membres de l'Institution Adour. Par ailleurs, d'un point de vue statutaire, l'EPTB peut intervenir sur un territoire dépassant le bassin de l'Adour.

Par courrier en date du 21 septembre 2021, la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération qui se déroulerait sur deux années (24 mois), la première année étant majoritairement mobilisée à l'animation initiale et la réalisation des diagnostics, la seconde à la réalisation des travaux et au bilan de l'expérimentation.

Par décision en date du 29 septembre 2021, l'EPTB a délibéré favorablement sur le principe d'assurer le portage et l'animation de la démarche en collaboration avec l'État, le Département des Landes et les collectivités locales concernées (EPCI-FP et syndicats de sous-bassin versant).

Par décision en date du 19 novembre 2021, le Département a validé son engagement pour l'animation de l'expérimentation au travers de sa participation à l'EPTB au titre de ses compétences en matière de solidarité et de cohésion territoriales.

Par ailleurs, l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » a été publié au journal officiel le 6 octobre 2021.

Les termes de la présente convention ont donc pour objet de fixer les modalités de partenariat entre l'EPTB, l'État et le Département pour l'animation du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » à l'échelle des territoires éligibles du département des Landes.





Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, et notamment son article 224, instaurant le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu l'arrêté ministériel en date du 27 septembre 2021 portant désignation des communes du département des Landes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »,

Vu la délibération de principe d'engagement de l'EPTB pour le portage et l'animation du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » en date du 29 septembre 2021,

Vu la délibération n°B26/2021 en date du 25 novembre 2021 de l'EPTB approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération DM2-2021-n°E2 en date du 19 novembre 2021 du Département approuvant le principe de sa participation à l'animation du dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation » par l'EPTB et autorisant son président à signer la présente convention,

Considérant le courrier en date du 21 septembre 2021 par lequel la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération,

Considérant les statuts en vigueur de l'EPTB tels qu'approuvés par arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2021, et notamment l'article 10.2,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat pour la conduite par l'EPTB de l'animation de la démarche d'expérimentation « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI) pour le compte de l'État et avec le soutien technique et financier du Département.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

Le partenariat est établi pour une durée initiale totale de 36 mois à compter de la signature de la présente convention. Cette durée totale tient compte de la durée prévisionnelle de 24 mois de réalisation technique effective de l'opération ainsi que de la durée administrative de l'opération jusqu'à son solde financier, soit 12 mois supplémentaires.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le projet est applicable sur le territoire des communes des Landes listées dans l'arrêté du 27 septembre 2021 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation », indiquées ci-après et cartographiées en annexe 1 :

Aire-sur-l'Adour, Aureilhan, Aurice, Azur, Bas-Mauco, Bégaar, Belus, Bostens, Bougue, Callen, Candresse, Capbreton, Carcen-Ponson, Cauna, Dax, Gousse, Gouts, Josse, Losse, Magescq, Mimbaste, Mimizan, Mont-de-Marsan, Montsoué, Narrosse, Onard, Ondres, Pey, Préchacq-les-Bains, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Geours-de-Mareme, Saint-Gor, Saint-Jean-de-Lier, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Perdon, Saint-Pierre-du-Mont, Saint-Sever, Saint-Vincent-de-Paul, Saubusse, Sagnac-et-Cambran, Soustons, Tartas, Tercis-les-Bains, Téthieu, Toulouzette, Vicq-d'Auribat, Vieux-Boucau-les-Bains, Villeneuve-de-Marsan, Yzosse.





Article 4. Objectifs du projet

Le projet vise l'expérimentation du dispositif « Mieux reconstruire après inondation ». L'expérimentation doit permettre de tester différentes hypothèses de déploiement du dispositif (élargissement des critères d'éligibilité du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), renforcement de l'accompagnement des bénéficiaires, simplification des procédures d'instruction et des délais, etc...). L'objectif de cette expérimentation conduite sur le territoire national est d'identifier les leviers qui permettent le meilleur taux de réalisation de travaux de réduction de vulnérabilité des habitations soumises à l'aléa inondation.

L'animation de la démarche, objet de la présente convention, est l'une des composantes du projet.

Article 5. Détail des missions d'animation

Mission 1 : appréhender le contexte

- Préparation technique, financière et administrative de l'expérimentation
- Dimensionner les besoins (techniques et financiers) en termes de diagnostics de réduction de vulnérabilité et de travaux afférents, et les moyens à mettre en œuvre (animateurs, commande publique, etc...)
- Organiser la mise en œuvre opérationnelle,

Mission 2 : fédérer les acteurs autour du projet

- Informer, sensibiliser et mobiliser les EPCI-FP concernés du département, les conforter dans leur rôle de relai auprès des communes et des administrés ciblés, avec l'appui des services de l'État
- Organiser et formaliser les partenariats avec les EPCI-FP,
- Mobiliser les partenaires institutionnels du secteur de l'assurance et du bâtiment,

Mission 3 : informer et communiquer auprès des propriétaires d'habitations

- Informer, en coordination avec les collectivités locales (EPCI-FP et Communes) l'ensemble de la population de l'existence et du contenu de l'opération,
- Élaboration d'outils de communication adaptés et organisation de leur diffusion en lien avec les collectivités locales (EPCI-FP et Communes)

Mission 4 : accompagner la réalisation des diagnostics et des préconisations

- Dimensionner et organiser la commande publique des diagnostics
- Établir les partenariats, et mobiliser les cofinancements et les participations afférents à la réalisation des diagnostics,
- Suivre l'avancement de la réalisation des diagnostics

Mission 5 : assister, conseiller et accompagner les propriétaires avant et pendant le diagnostic et avant et pendant les travaux

- Accompagner les propriétaires dans les démarches administratives afférentes à la réalisation du diagnostic puis des travaux,
- Guider et conseiller les propriétaires dans la définition du programme de travaux, la constitution du dossier de demande de financement,
- S'assurer du bon déroulement des travaux

Mission 6 : suivre et évaluer le dispositif

- Évaluer l'opération au moyen d'indicateurs pertinents
- Suivre l'avancement des actions,
- Identifier les leviers et les freins à la mise en œuvre des diagnostics et des travaux,
- Rédiger le bilan de l'opération.





Article 6. Engagements et attendus des parties

Par leur participation à l'animation de cette démarche d'expérimentation, les parties s'engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à rechercher collectivement les leviers les plus efficaces pour améliorer la réalisation de travaux de réduction de vulnérabilité aux inondations des biens à usage d'habitation.

6.1. Rôle et missions de l'EPTB

En tant que structure animatrice, l'EPTB est chargé de l'ensemble des missions détaillées à l'article 5, lesquelles visent à :

- animer et coordonner la démarche,
- mobiliser les acteurs du territoire (collectivités concernées, acteurs du domaine des assurances, du bâtiment et de la construction),
- organiser la coopération des collectivités,
- dimensionner les propositions d'intervention à expérimenter,
- mobiliser les propriétaires d'habitations éligibles,
- être l'interlocuteur principal des partenaires institutionnels,
- solliciter les subventions auprès des cofinanceurs, ainsi que les participations des partenaires de l'opération,
- assurer le suivi technique et financier de la démarche, ainsi que son évaluation.

6.2. Rôle et missions de l'État

En tant qu'initiateur et commanditaire de l'expérimentation, l'État a en charge de :

- apporter et préciser le cadrage technique, réglementaire et administratif de la démarche, en lien avec la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL) et la direction générale de la prévention des risques (DGPR) du Ministère de la transition écologique (MTE),
- apporter tout éclairage et expertise visant à la bonne mise en œuvre du dispositif, et mobiliser si nécessaire les opérateurs nationaux, régionaux ou départementaux ad hoc,
- assurer le rapportage auprès de la direction générale de la prévention des risques du MTE, et le cas échéant, solliciter son appui,
- accompagner financièrement et techniquement la réalisation des missions d'animation par l'EPTB,
- faciliter l'implication des acteurs du territoire (collectivités concernées, acteurs du domaine des assurances, du bâtiment et de la construction),
- instruire les demandes de subventions afférentes au dispositif,
- appuyer l'EPTB dans le suivi technique et financier de la démarche ainsi que dans son évaluation.

6.3. Rôle et missions du Département

En tant que membre de l'EPTB et partenaire de l'État pour le financement de l'animation du dispositif, le Département a en charge de :

- accompagner techniquement et financièrement la démarche,
- faciliter la mobilisation des acteurs à l'échelle départementale, intercommunale et communale.

Article 7. Moyens mis en œuvre

Dans le cadre du projet, en tant que structure animatrice, et pour mener à bien les missions qui lui incombent telles qu'identifiées précédemment, l'EPTB mettra en place les moyens décrits ci-après.





L'animation de ce projet impliquera le recrutement de deux animateurs dédiés (2 équivalents temps pleins) au sein de l'équipe en charge de la gestion des risques fluviaux. Ces animateurs seront encadrés par le responsable du service risques fluviaux et épaulés par

- des agents en charge de la mise en œuvre et de l'élaboration de PAPI ou programmes d'études préalables à un PAPI,
- des agents en charge d'opérations relatives à la gestion de risques fluviaux (systèmes d'endiguement, mobilités des cours d'eau, ...),
- des agents en charge de la gestion administrative et financière des opérations conduites sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB.

Les animateurs disposeront d'un équipement de bureau classique (informatique, mobilier, etc...) et auront accès aux véhicules de la flotte de l'EPTB.

Article 8. Montant, plan de financement et échéancier prévisionnels du projet

8.1. Montant prévisionnel

Le montant prévisionnel du projet est évalué à 200 000 € TTC, décomposé en :

- coûts d'animation : 200 000 € TTC (le coût de l'animation inclut la rémunération des animateurs, des frais de coordination et d'encadrement, les déplacements, l'acquisition du matériel informatique, les participations à des colloques ou formations, les frais annexes d'impression et courriers, ainsi que d'éventuelles petites prestations, ...).

8.2. Plan de financement prévisionnel

Le plan de financement prévisionnel se décompose de la manière suivante :

- 80% de subvention de l'État, plafonné à 160 000 € pour toute la durée de la convention pour une dépense subventionnable maximale de 200 000 €,
- 20% restant à charge de l'EPTB, en tant que maître d'ouvrage de l'opération ; la somme correspondant au reste à charge de l'EPTB, en vertu de ses règles de répartition statutaires, sera intégralement prise en charge par le Département des Landes.

8.3. Calendrier prévisionnel

Le calendrier prévisionnel du déroulé opérationnel de la démarche est joint en annexe.

Le travail d'animation administratif et technique accompli par les deux ETP dédiés animateurs sera réalisé durant les deux premières années à compter de la signature de la convention. La phase administrative de solde de l'opération se poursuivra au-delà pour douze mois supplémentaires afin notamment de faire procéder aux demandes de paiement des travaux engagés par les bénéficiaires.

Article 9. Décision de mise en place de financement et conditions de paiement

Les décisions de mise en place de financement des actions prévues par la présente convention sont prises par les financeurs dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

9.1. Modalités de financement et de paiement des fonds relevant de l'État

La présente convention tripartite vaut décision attributive de subvention de l'État programmée sur le BOP 181, action 14 « Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) » sous-sous-action 0181-14-01 « Plans d'action portés par les collectivités Locales », code activité 0181-14-01-05 « Mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI) subdéléguée le 25/10/21 et octroyée à Institution Adour 38 rue Victor Hugo 40025 Mont de Marsan Cedex.





Le montant définitif de la subvention sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux de 80 % de la subvention. Ce montant définitif sera plafonné au montant maximal mentionné à l'article 8 de la présente convention.

Le versement de la subvention sera effectué sur justification de la réalisation de l'animation et sous réserve de produire les pièces suivantes :

- * la lettre de demande de paiement certifiant que l'animation a été effectuée selon les conditions décrites aux articles 5 et 6,
- * les justificatifs de paiement des salaires, des déplacements, de matériels informatiques, de locations de salles, d'éditions ou d'impressions d'outils de communication, d'affranchissement de courrier ou toute autre opération strictement nécessaire au dispositif MIRAPI. L'évaluation finale locale du dispositif conditionnera le paiement du solde de la subvention,
- * conformément à l'article 12 du décret n° 2018-514 du 25/06/18, une avance de 30 % pourra être versée dès commencement de l'animation du dispositif,
- * conformément à l'article 12 du décret n° 2018-514 du 25/06/18, des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet sans pouvoir excéder 80 % du montant maximum de la subvention.

9.2. Modalités de financement et de versement de la participation du Département

La participation du Département, membre de l'EPTB, sera appelée annuellement au titre de la contribution statutaire aux charges de fonctionnement de l'EPTB.

Article 10. Instances de pilotage et de suivi de la démarche

Le secrétariat de chacune des instances listées ci-après est assuré par l'EPTB en tant que structure animatrice. Leur composition détaillée est précisée en annexe 2 à la présente convention.

10.1. Équipe projet de la démarche

Dans le cadre de cette expérimentation, les partenaires cosignataires de la présente convention coordonnent leur action au sein d'une équipe projet.

10.2. Comité de pilotage de la démarche

À des fins de concertation élargie et de co-construction de l'expérimentation, le comité de pilotage de la démarche rassemblera les structures représentant les différentes parties prenantes de l'expérimentation et les collectivités locales du territoire concerné par l'expérimentation.

Cette instance, non décisionnelle, permettra prioritairement la diffusion d'information, le partage des retours de terrain et le suivi global de l'opération.

La préparation du travail du comité de pilotage est assurée par un comité technique.

10.3. Comité technique

L'animation de la présente convention, ainsi que la préparation du travail du comité de pilotage, sont assurées par un comité technique composé des services des structures membres du comité de pilotage.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et notamment avant les réunions du comité de pilotage. Il informe le comité de pilotage de l'avancement du projet et de toute difficulté éventuelle.





Article 11. Modifications et conditions de validité

La présente convention peut faire l'objet de modification par voie d'avenant étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Les contestations éventuelles peuvent, préalablement à tout contentieux devant le tribunal administratif compétent, soit le tribunal administratif de Pau, être soumise aux décisions d'un arbitre accepté par les parties.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Cécile Bigot-Dekeyzer
Préfète des Landes

Xavier Fortinon
Président du Département des Landes

Liste des annexes :

- Annexe 1 : Carte et liste des collectivités concernées
- Annexe 2 : Composition de l'équipe projet, du comité de pilotage et du comité technique
- Annexe 3 : Calendrier prévisionnel de la démarche



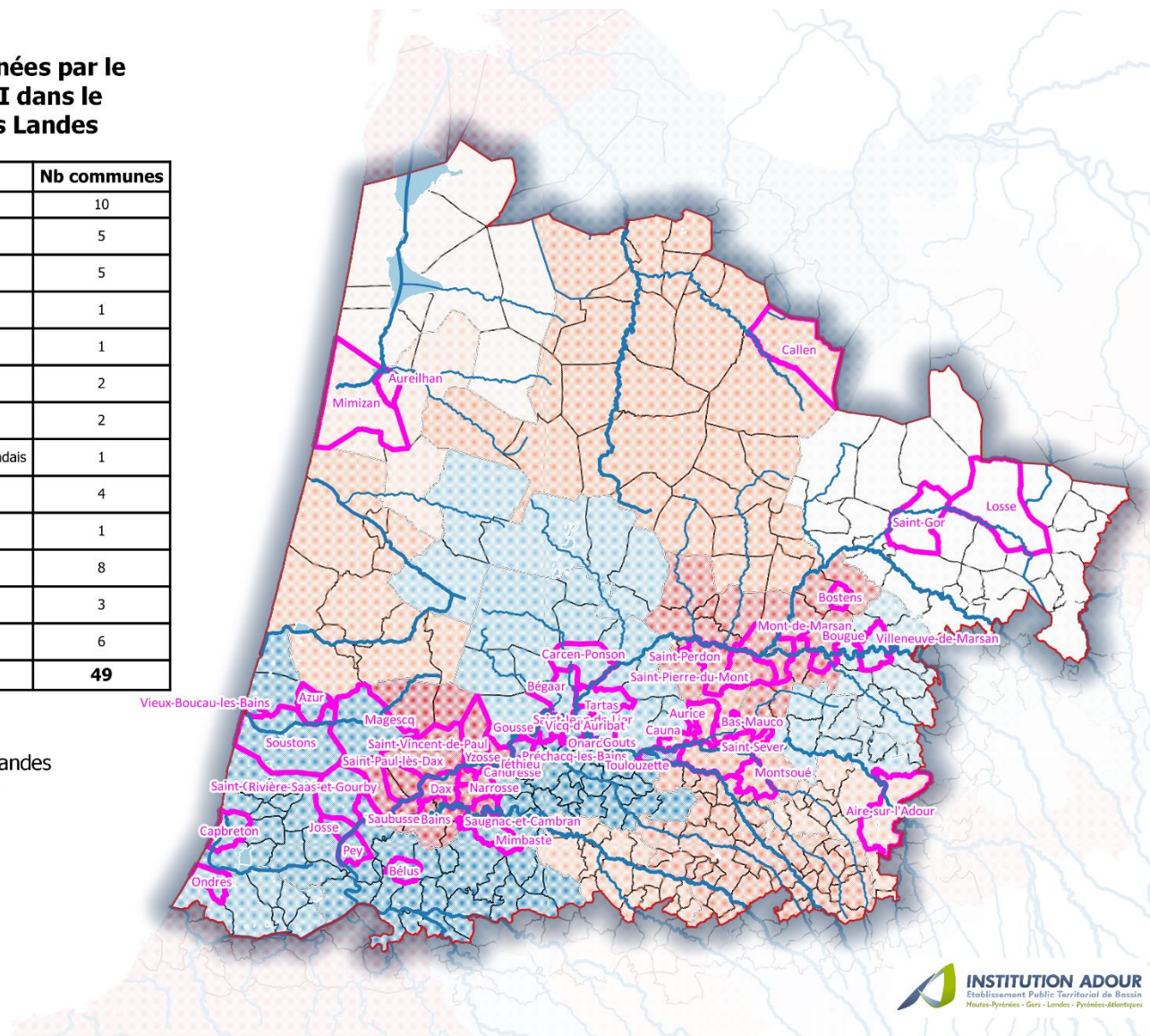


Annexe n° 1 : Carte et listes des collectivités concernées

Communes concernées par le dispositif MIRAPI dans le département des Landes

EPCI-FP	Nb communes
CA du Grand Dax	10
CA Mont-de-Marsan Agglomération	5
CC Chalosse Tursan	5
CC Cœur Haute Lande	1
CC d'Aire-sur-l'Adour	1
CC de Mimizan	2
CC des Landes d'Armagnac	2
CC du Pays de Villeneuve en Armagnac Landais	1
CC du Pays Tarusate	4
CC du Seignanx	1
CC Maremne Adour Côte Sud	8
CC Pays d'Orthe et Arrigans	3
CC Terres de Chalosse	6
Total général	49

- département des Landes
 commune CATNAT
 cours d'eau
 EPCI-FP
 commune





Annexe n° 2 : Composition de l'équipe projet, du comité de pilotage et du comité technique

Liste des membres de l'équipe projet

Institution Adour (structure porteuse)
DDTM des Landes
Département des Landes
Préfecture des Landes

Liste des membres du comité de pilotage

Institution Adour (structure porteuse)
DDTM des Landes
DREAL Nouvelle-Aquitaine
Département des Landes
Préfecture des Landes
Association des maires des Landes
ADIL des Landes
Représentant départemental de la fédération française des sociétés d'assurance - CDIA
Représentants départementaux de la fédération française du bâtiment, de la CAPEB et de la chambre des métiers et de l'artisanat
Association de consommateurs
13 EPCI-FP (CA du Grand Dax, CA Mont-de-Marsan Agglomération, CC Chalosse Tursan, CC Cœur Haute Lande, CC d'Aire-sur-l'Adour, CC de Mimizan, CC des Landes d'Armagnac, CC du Pays de Villeneuve en Armagnac Landais, CC du Pays Tarusate, CC du Seignanx, CC Maremne Adour Côte Sud, CC Pays d'Orthe et Arrigans, CC Terres de Chalosse)

Liste des membres du comité technique

Institution Adour (structure porteuse)
DDTM des Landes
DREAL Nouvelle-Aquitaine
Département des Landes
13 EPCI-FP
Association des maires des Landes
ADIL des Landes
Représentant départemental de la fédération française des sociétés d'assurance - CDIA
Représentants départementaux de la fédération française du bâtiment, de la CAPEB et de la chambre des métiers et de l'artisanat





Annexe n° 3 : Calendrier prévisionnel de la démarche

2021					
Novembre			Décembre		
45	46	47	48	49	50
					51
					52
			Recrutement d'un 1 ETP en renfort - surcroît d'activité		
			Annonce recrutement animateur catégorie A - Vacance d'emploi		
			Travail sur le cahier des charges (temps masqué)		
			Informations de la démarche aux collectivités/particuliers		

2022											
Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Informations de la démarches aux collectivités/particuliers											
Information / présentation en conseil communautaire / présentation conseil municipal											
Recrutement d'un 1 ETP en renfort - surcroît d'activité											
Annonce recrutement animateur catégorie A											
Analyse des candidatures et recrutement											
Prestation diagnostics											
Consultation des prestataires pour COTECH + COPIL avec Préfète											
Accompagnement et suivi de la prestation diagnostics auprès des collectivités											
COTECH											
COPIL											
Recrutement deuxième ETP											
Sensibilisation/mobilisation des entreprises TP et artisans											
Accompagnement des particuliers (dossiers subventions, suivi des travaux)											

2023											
Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Prestation diagnostics											
Accompagnement et suivi de la prestation diagnostics auprès des collectivités											
Solde opération diagnostics											
COTECH											
COPIL											
COTECH											
COPIL											
Accompagnement des particuliers (dossiers subventions, suivi des travaux)											
Gestion d'une base de données/cartographie (récapitulatif des biens diagnostiqués et faisant l'objet de travaux)											
Bilan du dispositif et de l'expérimentation											

